

Chay, John and Ross, Thomas E. (Ed.), *Buffer States in World Politics*. Boulder and London, Westview Press, 1986, 259 p.

G.R. Lindsey

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702268ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702268ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lindsey, G. (1987). Compte rendu de [Chay, John and Ross, Thomas E. (Ed.), *Buffer States in World Politics*. Boulder and London, Westview Press, 1986, 259 p.] *Études internationales*, 18(4), 872–874. <https://doi.org/10.7202/702268ar>

l'échec de la mise en oeuvre, aujourd'hui patent, de ce programme » (p. 132).

La conclusion de la partie générale de l'ouvrage attire l'attention sur le fait que l'Est donne de plus en plus priorité aux intérêts économiques sur les grands principes de promotion du socialisme dans le monde. D'autre part, l'accès économique des pays socialistes au Tiers Monde est barré d'obstacles résultant de la concurrence des pays développés et des entreprises multinationales d'un côté et d'un autre côté des rigidités des économies socialistes comme la planification et le commerce d'État ou de facteurs comme l'inadaptation des technologies ou l'inexistence de financements autonomes. Les auteurs qui ont discuté leurs textes avant de les envoyer chez l'imprimeur affirment que les relations économiques Est-Sud sont probablement arrivées à un palier de leur croissance.

Les six chapitres de la seconde partie étudient les relations économiques entre les pays socialistes européens et les pays à orientation socialiste observateurs au CAEM, c'est-à-dire l'Afghanistan, l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique et le Yémen du Sud; les relations avec l'OPEP, avec l'Inde, avec l'Amérique latine et avec les pays d'Afrique subsaharienne. Le dernier chapitre examine les relations de la Hongrie avec les pays en voie de développement depuis 1970. L'analyse des données statistiques prouve que les relations sont inégales, les échanges déséquilibrés. La coopération offrait de larges possibilités qui ont été mal exploitées.

Le livre présente dans son ensemble les caractéristiques des travaux universitaires et des ouvrages collectifs, avec les qualités et les faiblesses inhérentes à ce genre de publications. En ce qui concerne les qualités, il faut souligner le sérieux de la documentation en plusieurs langues qui ne sont pas à la portée de tous les chercheurs et l'analyse statistique approfondie. En ce qui concerne les faiblesses, signalons le style pédant dans lequel le terme « problématique » abonde, un certain manque d'unité, l'absence de véritable synthèse. Mais il faut souligner également l'effort d'objectivité dans une matière dans laquelle les lacunes statistiques intentionnelles sont

nombreuses, quand il ne s'agit pas carrément de falsifications, les passions politiques sont exacerbées et les appréciations objectives sont difficiles. Le livre a une valeur scientifique certaine et une utilité incontestable pour les économistes qui s'intéressent aux pays de l'Est et aux pays en voie de développement ou de sous-développement. Une liste des abréviations et un index alphabétique des noms propres et des concepts essentiels auraient été nécessaires.

Emmanuel NEUMAN

*Institut International des
Sciences Administratives
Bruxelles, Belgique*

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET MILITAIRES

CHAY, John and ROSS, Thomas E. (Ed.),
Buffer States in World Politics. Boulder and
London, Westview Press, 1986, 259 p.

Cet ouvrage est un recueil plutôt hétérogène contenant douze essais portant sur des pays, petits et faibles qui font tampon entre des pays plus puissants. Ces États tampons sont, en général, situés entre deux pays rivaux plus grands, avec lesquels ils ont une frontière commune et ils sont beaucoup plus faibles que l'un et l'autre. Mais dans certains cas, le rôle du pays est plus idéologique que stratégique et il ne possède pas de frontière commune avec les États plus puissants.

Pour constituer un véritable État tampon, un pays doit être indépendant et neutre; ses puissants voisins doivent souhaiter cette situation ou au moins la tolérer. Dans certains cas, le relief de l'État tampon, par exemple une chaîne de montagnes ou une zone de marécages, constitue un rempart contre les invasions; mais dans d'autres cas, les communications sont faciles, et cet État entretient de bons rapports commerciaux avec ses voisins plus grands. La composition ethnique, religieuse, linguistique et culturelle de l'État tampon est souvent représentative de ses deux voisins et

constitue une transition entre ceux-ci. L'État tampon peut servir à établir une séparation entre des idéologies ou des cultures différentes, des groupes ethniques ou raciaux opposés, ou encore tenir lieu de pont économique entre des pays, plutôt que de zone défensive.

La désintégration de l'Empire Ottoman et les deux guerres mondiales ont mis fin à une longue période de stabilité en Europe de l'Est. Les frontières des États ne représentaient plus une discontinuité précise d'ordre ethnique, linguistique, religieux ou culturel entre divers groupes. Après la signature du Traité de Versailles, les puissances occidentales étaient disposées à accepter l'existence d'un vide de pouvoir en Europe de l'Est. Les grandes puissances doivent accepter le *statu quo*, si elles désirent que l'État voisin constitue un État tampon. L'Allemagne et l'URSS, qui n'ont pas ratifié le Traité de Versailles, en ont rejeté les modalités et ces deux pays ont cherché à reprendre les territoires qui leur avaient été enlevés. Après la Deuxième Guerre mondiale, l'hégémonie d'une seule grande puissance a remplacé la domination exercée autrefois par plusieurs puissances; l'Europe de l'Est constitue un cordon sécuritaire entre l'URSS et l'Europe de l'Ouest.

Cet ouvrage consacre un chapitre entier à l'Albanie. Ce pays, en grande partie musulman, bordé par la Grèce et la Yougoslavie, États chrétiens de rite orthodoxe, n'a jamais été un très bon voisin. Bon nombre de ses habitants sont maintenant citoyens yougoslaves, bien que l'Albanie les considère toujours siens. L'Autriche-Hongrie et l'Italie souhaitaient que l'Albanie constitue un rempart contre le panslavisme. Après la Deuxième Guerre mondiale, c'est devenu un État farouchement isolationniste et autarcique. Lorsque la Yougoslavie a rompu ses liens avec l'URSS, c'est l'Albanie qui a constitué le rempart idéologique entre ces deux pays. Elle a délaissé l'URSS au profit de la Chine, à la suite du rapprochement entre la Yougoslavie et l'URSS. Puis, lorsque la République populaire de Chine s'est rapprochée de l'Occident, l'Albanie s'est retranchée dans un isolement politique et économique.

Le cas du Liban est particulièrement tragique. Jadis surnommé « la Suisse du Moyen-Orient », ce pays a perdu sa neutralité et sa souveraineté; il est devenu un champ de bataille commode et une plaque tournante du terrorisme. Chrétiens et Musulmans ont fait bon ménage à l'époque de la présence française; le pays avait alors pour voisin la Palestine, sous contrôle britannique. Mais l'impuissance des armées des pays arabes à vaincre Israël a donné naissance à l'Organisation de la libération de la Palestine. Après avoir été expulsée de la Jordanie, l'OLP s'est installée au Liban et l'appui que ce pays lui a prodigué a mis fin à sa neutralité.

Avant la Deuxième Guerre mondiale, la Perse servait de tampon entre la Russie et la Grande-Bretagne. Pendant la guerre, ces deux puissances ont occupé certaines parties de la Perse (aujourd'hui l'Iran), et les Américains ont dû exercer des pressions pour forcer les Russes à quitter le pays. À partir de ce moment-là, l'Iran a fait partie de la sphère d'influence des Américains, et il est même devenu signataire du Pacte CENTO; l'Iran était alors moins un État tampon qu'un rempart de première ligne contre le communisme. Après la chute du Shah, l'Iran a choisi de faire route de façon tout à fait autonome.

L'Afghanistan, tout comme l'Iran, constituait, au cours du dix-neuvième siècle, un État tampon entre la Russie et la Grande-Bretagne. Cet État de fait a été consacré par la création, en 1895, du couloir Wakhan, une étroite bande de terre qui s'allonge jusqu'à la frontière de la Chine, empêchant ainsi tout contact entre la Russie et l'Inde. Fait intéressant, l'URSS a annexé ce territoire en 1981, se donnant ainsi une frontière commune avec le Pakistan et coupant tout contact direct entre l'Afghanistan et la Chine. En fait, à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques, c'est le Pakistan qui est devenu l'État tampon, situation qui a fortement incité ce pays à améliorer ses relations avec l'Inde.

La Corée, sise entre la Chine et le Japon, exemple classique d'État tampon au dix-neuvième siècle, servait de véhicule à la diffusion de la culture, surtout de la Chine vers le

Japon. Après la Deuxième Guerre mondiale, elle est devenue un État tampon entre les États-Unis et le Japon d'une part et l'URSS et la République populaire de Chine (RPC), d'autre part. Mais, maintenant divisée en deux, elle ne peut plus remplir ce rôle. Si elle est un jour réunifiée, elle pourra peut-être le reprendre.

En Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland, le Malawi, le Zimbabwe, la Zambie et la Namibie constituent des États tampons pour la République de l'Afrique du Sud, c'est-à-dire un rempart contre les organisations nationalistes noires tel que l'African National Congress, la SWAPO, le FRELIMO, et le MPLA. À l'intérieur de l'Afrique du Sud, ce sont les bantoustans qui jouent ce rôle.

L'Amérique centrale, les Antilles et les pays du nord de l'Amérique du Sud sont appelés « l'Amérique du milieu ». Au fil de l'histoire, les pouvoirs coloniaux se sont succédés dans cette région. Les territoires de cette partie de l'Amérique constituaient plutôt des limites entre des régions connues et des régions inconnues que des États tampons. Le Salvador et le Honduras ont tenu lieu d'États tampons entre leurs voisins plus puissants, le Guatemala et le Nicaragua; les États-Unis, pour leur part, ont appuyé le Guatemala pour en faire un État tampon entre le Mexique et l'Amérique centrale.

L'Uruguay, comme les autres pays de l'Amérique du Sud a un passé colonial. Cet État a servi de pion sur l'échiquier politique des Espagnols et des Portugais et il a été avantagé par l'esprit mercantile des Britanniques. Au début du vingtième siècle, l'Uruguay, État indépendant, était plus sympathique au Brésil qu'à l'Argentine, et accueillait souvent les réfugiés politiques de ce dernier pays. Il s'est acquis le respect des autres pays comme porte-parole privilégié de la démocratie. Mais dans les années 60, aux prises avec des difficultés économiques et avec le mouvement de guérilla Tupamaros, l'Uruguay est devenu une dictature militaire et a pris ses distances par rapport aux États-Unis. Au cours des dernières années, l'Uruguay est devenu un pays très touristique et il constitue un pont entre le Brésil et l'Argentine.

En raison des récents perfectionnements dans les systèmes d'armement, tels que les missiles balistiques intercontinentaux et les bombardiers à long rayon d'action, et des progrès accomplis au chapitre des communications mondiales (dans les domaines des transports et de l'information), la fonction d'État tampon est moins tributaire de la situation géographique. Il en va de même pour l'apparition récente de groupes révolutionnaires influents, mais qui ne possèdent pas de territoire.

Quoique le Canada se situe géographiquement entre deux grandes puissances et qu'il soit beaucoup plus faible que l'une et l'autre, son territoire n'avoisine pas celui de l'Union soviétique, et il est allié des États-Unis. Selon la définition des États tampons donnée dans « *Buffer States in World Politics* », le Canada ne constitue pas un État tampon.

G.R. LINDSEY

*Centre d'analyse et de recherche opérationnelle
Défense Nationale, Ottawa.*

DOMANGE, Jean-Marc, *Le réarmement du Japon*. Paris, Éditions Économica, Coll. « Les 7 épées », no. 38, 1985, 188 p.

Le monde contemporain assiste-t-il à un lent mais inéluctable *Réarmement du Japon*? Telle est la question à laquelle Jean-Marc Domange essaie de répondre. Qui a encore peur du Japon à la fin de 1945, après sa capitulation sans condition? Personne! Qui a peur du Japon, puissance économique et probablement militaire en 1987? Beaucoup de gens!

La défaite contraint le Japon, dès 1945, à subir le contrôle militaire des États-Unis et à accepter une constitution inhibitrice — qui ne l'empêche cependant pas de mettre en place des forces militaires dites d'autodéfense. Les succès économiques du Japon, depuis quelque vingt ans, et les besoins sécuritaires en Asie du Sud-Est le conduisent insensiblement à améliorer les capacités des forces d'autodéfense.